

Violence en ligne à l'égard des candidates aux élections présidentielle et législatives 2025



Rapport 2026
Côte d'Ivoire

TABLE DES MATIÈRES

Résumé analytique	3
Introduction	5
Méthodologie	5
Définition.....	6
1. Analyse globale des violences observées.....	7
• Tendances générales observées.....	7
2. Typologie des violences observées.....	9
• Fréquence des typologies de violences observées.....	11
3. Temporalité des attaques et moments de forte intensité	13
Recommandations	15
Annexe	17

Résumé analytique

Ce rapport analyse les violences en ligne dirigées contre les femmes candidates au cours du cycle électoral ivoirien 2025–2026, comprenant les élections présidentielle et législatives. L'étude met en lumière les formes, l'ampleur et les dynamiques de ces violences.

L'analyse repose sur un corpus de 189 messages violents ou hostiles collectés principalement dans les sections de commentaires des pages Facebook de 27 femmes candidates (2 candidates à l'élection présidentielle et 25 aux élections législatives). Les données ont été extraites à l'aide de l'outil Export Comments puis nettoyées afin de ne retenir que les propos comportant des invectives, attaques ou messages dénigrants.

Les tendances observées révèlent que les violences prennent la forme d'attaques personnelles, de discours sexistes ou de tentatives de délégitimation de nature à fragiliser la crédibilité politique des candidates. Dans la plupart des cas, les commentaires ne portent pas sur les propositions ou les programmes politiques, mais sur la personne des candidates, leur apparence ou leur légitimité à exercer une fonction politique ou à porter les aspirations des populations.

Il ressort également de l'analyse que les femmes candidates sont ciblées à la fois en raison de leur participation à la vie politique et en raison de leur sexe, à travers des attaques explicitement ou implicitement fondées sur des normes et stéréotypes sexistes. Les propos relevés mobilisent fréquemment des représentations sociales prescrivant ce que devraient être les « vraies femmes » en termes d'apparence, de comportement, de langage ou de rôle social afin de disqualifier leur engagement politique. Ces attaques ne visent donc pas uniquement des actrices politiques, mais des femmes dont la présence dans l'espace public est perçue comme transgressive.

L'étude identifie six principales typologies de violences. La plus fréquente est la délégitimation de la compétence politique (36 %), suivie des attaques sur l'apparence physique (22 %), des discours de dérision et de ridiculisation (19 %) et des insultes ou stigmatisations personnelles (14 %). Les stéréotypes de genre qui renvoient les femmes à des rôles domestiques représentent 6 % des commentaires, tandis que les menaces ou intimidations à caractère sexuel, bien que moins nombreuses (3 %), constituent les formes les plus graves de violences observées.

L'analyse met également en évidence que les attaques ne sont pas uniformément réparties dans le temps. Elles connaissent des pics d'intensité lors de moments de forte visibilité politique.

Au regard de ces constats, le rapport recommande de renforcer les cadres juridiques, les mécanismes de prévention et de signalement, ainsi que les initiatives de sensibilisation et de monitoring impliquant les pouvoirs publics, les partis politiques, les médias et la société civile, afin de promouvoir un environnement électoral plus respectueux et inclusif.

Ces violences ont pour effet direct de fragiliser la visibilité, la crédibilité et la sécurité des femmes candidates, tout en produisant un effet dissuasif plus large sur les femmes susceptibles de s'engager en politique. À terme, elles participent à la reproduction des inégalités de genre dans l'accès aux fonctions électives et à l'affaiblissement du caractère inclusif du processus démocratique.

Introduction

La participation pleine et significative des femmes à tous les aspects de la vie politique constitue un élément fondamental du fonctionnement d'une démocratie inclusive et représentative. Leur présence dans les institutions et dans les compétitions électorales contribue à enrichir le débat public, à diversifier les perspectives de gouvernance et à renforcer la légitimité des processus démocratiques. Malgré les avancées institutionnelles que connaît le pays, les femmes engagées en politique demeurent particulièrement exposées à des formes spécifiques de violence visant à les discréditer, à les intimider ou à remettre en cause leur légitimité dans l'espace public.

Le cycle électoral de 2025, marqué notamment par l'élection présidentielle en octobre, les élections législatives en décembre et les partielles en février 2026, a mis en évidence, une fois de plus, la persistance de violences ciblant les femmes candidates. Bien que souvent banalisées dans les échanges publics ou présentées sous le registre de la dérision, ces attaques contribuent à créer un environnement hostile qui fragilise la participation des femmes à la compétition politique et a un effet dissuasif sur leur participation politique de manière générale.

Le présent rapport propose une analyse des formes et typologie de violences contre les femmes candidates répertoriées au cours de l'élection présidentielle et des législatives tout en évaluant leurs effets sur la participation politique des femmes.

Méthodologie

La présente analyse repose sur l'examen d'un corpus de 189 cas de violences en ligne répertoriés dans l'espace numérique au cours du cycle électoral de 2025-2026. Ces cas ont été identifiés principalement dans les sections de commentaires et les interactions publiques observées sur les pages Facebook officielles de femmes candidates engagées dans la compétition électorale ou des plateformes tiers.

Le choix du réseau social Facebook s'explique par la place centrale qu'occupe cette plateforme dans l'espace public numérique ivoirien. Les acteurs politiques y recourent largement pour communiquer avec les électeurs, relayer leurs activités de campagne et interagir avec les citoyens. Les espaces de commentaires associés à ces publications constituent ainsi des lieux privilégiés d'expression du débat public, mais également des espaces où se manifestent régulièrement des formes de violence politique et de discours hostiles dirigés contre les femmes engagées en politique.

L'échantillon retenu pour cette étude est composé de 27 femmes candidates, dont les 2 candidates à l'élection présidentielle et 25 candidates¹ aux élections législatives, ayant participé au cycle électoral 2025-2026 et disposant d'une présence active en ligne à travers une page Facebook publique. Ces candidates proviennent de différentes sensibilités politiques, notamment des formations Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), Mouvement des Générations Capables (MGC) et Aujourd'hui Demain la Côte d'Ivoire (ADCI), ainsi que de candidatures indépendantes. Le critère de présence active sur Facebook a constitué la principale condition de sélection, dans la mesure où l'analyse porte spécifiquement sur les violences observables dans l'environnement numérique.

Les commentaires analysés ont été collectés à l'aide de l'outil *Export Comments* qui a permis l'extraction systématique des interactions publiées sous les contenus des candidates. Les données ainsi recueillies ont ensuite fait l'objet d'un processus de tri et de nettoyage, afin de ne retenir que les commentaires comportant des invectives, attaques ou propos dénigrants visant les candidates. La détermination des invectives s'est opérée, en partie, sur la base d'un lexique développé (en langue française, locale et en argot) depuis 2020 et mis à jour au fil des échéances électorales.

Dans un souci de respect des principes éthiques et de protection des personnes, les exemples présentés dans ce rapport sont anonymisés et utilisés uniquement à des fins d'illustration analytique des tendances observées.

Définition

La violence à l'égard des femmes en politique désigne l'ensemble des actes, comportements ou discours visant les femmes en raison de leur genre et de leur engagement dans la vie publique et politique. Elle peut se manifester sous diverses formes, notamment des agressions verbales, des menaces, du harcèlement, des campagnes de diffamation, des attaques sexistes ou encore des tentatives de délégitimation destinées à remettre en cause la compétence, la moralité ou la légitimité des femmes engagées dans la compétition politique.

Selon l'initiative #NotTheCost, portée par le National Democratic Institute (NDI), la violence contre les femmes en politique se définit comme tout acte ou menace de violence motivé par le genre qui vise les femmes engagées dans la vie politique, ou qui a un impact disproportionné sur elles, dans le but d'empêcher ou de restreindre leur participation politique². Cette violence peut être physique, psychologique, sexuelle, économique ou sémiotique, et peut se produire aussi bien dans les espaces publics traditionnels que dans l'environnement numérique.

Dans le même sens, l'ONU Femmes considère que la violence contre les femmes en politique constitue une forme spécifique de violence basée sur le genre, visant à maintenir les inégalités

¹ Au total, on dénombre 426 femmes candidates ayant concouru pour l'élection présidentielle et législative 2025-2026. Les 25 font référence aux candidates actives sur Facebook au cours du monitoring.

² Not the Cost: Stopping Violence Against Women in Politics, 2016

de pouvoir et à limiter l'accès des femmes aux positions de décision et d'influence dans la sphère publique. Elle s'exprime notamment à travers des discours misogynes, des attaques sur l'apparence physique, des insinuations sur la moralité ou la vie privée, ainsi que des campagnes de dénigrement ou de désinformation³.

1. Analyse globale des violences observées

L'analyse des invectives ou des propos hostiles dirigés contre des femmes candidates met en évidence plusieurs tendances récurrentes dans la nature des attaques. Ces violences révèlent une combinaison d'attaques sexistes, de tentatives de délégitimation politique et de formes d'humiliation publique visant à fragiliser la réputation et l'image des femmes engagées dans la compétition électorale.

De manière générale, les attaques observées se caractérisent par un glissement du débat politique vers des attaques personnelles de nature sexiste, souvent centrées sur l'apparence physique, les capacités intellectuelles ou la légitimité des femmes à occuper une fonction politique.

Enfin, certains commentaires relèvent de formes particulièrement graves de violence basée sur le genre. Un message particulièrement préoccupant fait explicitement référence à un viol en appelant une candidate à « faire attention pour ne pas se faire violer une nouvelle fois ». Ce type de propos constitue une menace sexuelle et une forme d'intimidation fondée sur le genre. Il illustre l'utilisation de la violence sexuelle comme outil de dissuasion politique visant à humilier les femmes candidates et à instaurer un climat de peur susceptible de limiter leur participation à la vie publique.

- Tendances générales observées

L'examen des messages recensés fait apparaître plusieurs tendances dominantes.

Premièrement, une proportion importante des commentaires vise à remettre en cause la compétence politique et la légitimité institutionnelle des candidates. Ces attaques prennent souvent la forme de propos sarcastiques, de moqueries ou de remarques méprisantes suggérant que certaines candidates ne disposent pas des qualifications nécessaires pour exercer des responsabilités publiques. Ces messages participent à une stratégie de délégitimation, qui consiste à discréditer les femmes candidates en insinuant leur incompétence ou leur manque de crédibilité politique.

À titre d'exemple, plusieurs commentaires relevés dans le corpus affirment :

« La figurine en action 🤪 »

« Humm, député n'a plus de valeur en Côte d'Ivoire »

³ UN Women, Violence Against Women in Politics, 2018

« Ça là aussi est député d'un pays ? »

« Svp son niveau d'étude, je vais vérifier quelque chose... »

« HUUUUUUM, les résultats final, pffffff, tout ça c'est députés. Resultats finaux s'il te plaît. »

Ces propos illustrent une tendance à dévaluer la fonction politique lorsqu'elle est exercée par une femme, fragilisant ainsi leur crédibilité dans l'espace public.

Deuxièmement, le corpus révèle une présence notable de moqueries et d'attaques ciblant l'apparence physique des candidates. Plusieurs commentaires se concentrent sur des éléments esthétiques tels que la tenue vestimentaire, le maquillage ou certains traits physiques, détournant ainsi l'attention des enjeux politiques vers des considérations personnelles. Ce type de discours contribue à objectiver les femmes en politique et à réduire leur image publique à leur apparence plutôt qu'à leurs propositions ou à leur action politique.

À titre d'illustration, certains messages ironisent sur l'apparence d'une candidate en évoquant ses « faux cils » ou en comparant certains éléments de son apparence à des objets du quotidien :

« Faux cils 1 kilomètre sur nous, on dirait bec de PISCOU. »

« Les cils là me fatiguent même... genre essuie-glaces façon là. Wou, il pleut 🌧️, ma voiture. »

Troisièmement, plusieurs messages relèvent de l'insulte directe ou de la stigmatisation personnelle, visant à humilier ou discréditer les candidates dans l'espace public. Ces attaques incluent parfois des insinuations destinées à porter atteinte à la réputation personnelle, à la dignité ou à la crédibilité des femmes engagées en politique. Certains commentaires utilisent ainsi des qualificatifs dévalorisants ou insinuent une absence d'éducation ou de compétence :

« Une illettrée mal-polie. »

« Regarde député la aussi, tout est faux sur elle 🤔🤔🤔🤔🤔🤔🤔🤔🤔 »

« Elle est sous cok... incroyable. »

Au-delà des insultes explicites, l'analyse met également en évidence des discours de dérision, dans lesquels les attaques sont formulées sous forme d'humour, de sarcasme ou de moquerie collective. L'utilisation d'emojis ou de formulations ironiques contribue à donner à ces propos une apparence ludique ou anodine. Toutefois, ces formes d'expression participent à normaliser un climat de dénigrement et de mépris à l'égard des femmes engagées en politique, en rendant socialement acceptable la ridiculisation des candidates.

« KKB bis vous êtes. »

« C'est funérailles abbey oubien 🤔🤔🤔🤔 »

« Courant est coupé 😄 »

Par ailleurs, bien que moins fréquents dans le corpus, certains commentaires renvoient explicitement les femmes candidates à des rôles traditionnellement assignés aux femmes dans la sphère domestique ou réduisent leur engagement politique à des considérations esthétiques. Des messages tels que :

« N'allez pas préparer pour vos maris hein !! »

« [REDACTED], quant à elle, sa beauté joue un grand rôle dans sa campagne »

traduisent la persistance de stéréotypes de genre qui tendent à cantonner les femmes à des rôles domestiques ou à réduire leur présence en politique à leur apparence physique ou encore au bénéfice du “beauty privilège”. Ce type de discours contribue à remettre implicitement en cause la légitimité des femmes à occuper des fonctions politiques et à participer pleinement à la compétition électorale.

Enfin, certains commentaires relèvent de formes particulièrement graves de violence basée sur le genre. Un message particulièrement préoccupant fait explicitement référence à un viol en appelant une candidate à « faire attention pour ne pas se faire violer une nouvelle fois ». Ce type de propos constitue une menace sexuelle et une forme d'intimidation fondée sur le genre. Il illustre l'utilisation de la violence sexuelle comme outil de dissuasion politique visant à humilier les femmes candidates et à instaurer un climat de peur susceptible de limiter leur participation à la vie publique.

2. Typologie des violences observées

À partir de l'analyse du corpus, il est possible de distinguer plusieurs catégories principales⁴ de violences verbales dirigées contre les candidates :

⁴ La typologie des violences présentée dans ce rapport s'inscrit dans la continuité des travaux de monitoring menés par l'OIDH lors des cycles électoraux précédents, notamment ceux de 2021–2022. Elle repose sur une grille d'analyse initialement élaborée pour identifier et catégoriser les différentes formes de violences politiques observées dans l'espace numérique.

Toutefois, cette typologie a fait l'objet d'une actualisation et d'un enrichissement dans le cadre du présent rapport, afin de mieux prendre en compte les évolutions observées dans les modes d'expression des violences en ligne. Cette révision s'est traduite notamment par une meilleure différenciation entre certaines formes de violences, telles que la distinction plus fine entre la dérision, les attaques sur l'apparence physique et les stéréotypes de genre, qui apparaissent aujourd'hui comme des registres d'attaque plus structurés et récurrents.

Il convient toutefois de souligner que ces différentes formes de violence ne sont pas isolées ou purement circonstancielles. Elles trouvent leur origine dans des normes sociales, des représentations sexistes et des stéréotypes de genre profondément ancrés, qui définissent ce que devraient être le rôle, le comportement, l'apparence ou encore les domaines de légitimité des femmes dans la société.

1. La délégitimation de la compétence politique

Cette catégorie d'attaques représente la forme de violence la plus fréquente (36%), soit plus du tiers des messages analysés. Les commentaires cherchent principalement à remettre en cause la capacité des candidates à exercer des responsabilités publiques, souvent en insinuant un manque de qualification, d'intelligence ou d'expérience politique.

2. Les attaques ciblant l'apparence physique

La deuxième catégorie importante (22%) est relative aux commentaires sur l'apparence physique des candidates. Ces attaques portent notamment sur le maquillage, la coiffure, les vêtements ou certains traits physiques. Elle focalise l'attention sur l'apparence plutôt que sur les idées ou les programmes politiques. Ces messages réduisent les femmes candidates à des objets de moquerie ou d'évaluation esthétique.

3. Les discours de dérision et de ridiculisation

Représentant 19% des cas enregistrés, les discours de dérision et de ridiculisation prennent souvent la forme de sarcasmes, de plaisanteries ou de moqueries collectives. Ils sont fréquemment accompagnés d'émojis dont la visée est d'amplifier la dimension moqueuse du propos. Bien que formulées sous une apparence humoristique, ces attaques participent à la banalisation de la violence verbale dans l'espace public numérique.

4. Les insultes et la stigmatisation personnelle

Elles regroupent les messages comportant des insultes directes ou des propos visant à humilier les candidates dans l'espace public. Ces attaques qui font 14% des commentaires peuvent inclure des qualificatifs dévalorisants ou des insinuations portant atteinte à la réputation personnelle des candidates.

5. Les stéréotypes de genre et l'assignation aux rôles domestiques

Bien que moins fréquents (6%), ils illustrent la persistance de normes sociales qui tendent à limiter la participation des femmes à la vie politique. Ces propos renvoient les candidates à des rôles traditionnellement associés à la sphère privée et contribuent à remettre en cause leur légitimité dans l'espace politique.

6. Les menaces et intimidations basées sur la violence sexuelle

Représentant 3% du corpus, elles constituent les formes de violence les plus graves observées. Ces messages, qui incluent notamment des références explicites à la violence sexuelle, constituent des tentatives d'intimidation particulièrement préoccupantes dont l'objectif est d'instaurer un climat de peur et de dissuader les femmes de s'engager dans la vie publique.

Contrairement à d'autres formes de violence, ces menaces n'ont pas été associées à des pics spécifiques du cycle électoral, mais ont été observées de manière diffuse tout au long de la période analysée.

- **Fréquence des typologies de violences observées**

La classification des commentaires selon les typologies précédemment définies met en évidence une prédominance des attaques visant la crédibilité politique et la dignité personnelle des candidates, ainsi qu'une présence notable de discours sexistes et de moqueries portant sur l'apparence physique.

Bien que significatif pour l'analyse qualitative, ce corpus représente une proportion infime de l'ensemble des interactions enregistrées sur les pages des candidates. Autrement dit, les propos violents identifiés ne constituent qu'une fraction marginale du volume global des commentaires; ce qui n'enlève rien à leur gravité.

Par ailleurs, la répartition des lieux d'expression de ces violences révèle que 42 % des messages ont été publiés directement sur les pages officielles des candidates, tandis que 58 % proviennent de pages généralistes à forte audience à l'instar de Mel Essis Media TV, Euloge Kuyo First. Ce constat suggère que les espaces externes, moins modérés et plus exposés à des dynamiques de viralité, constituent des environnements particulièrement propices à la diffusion de discours hostiles.

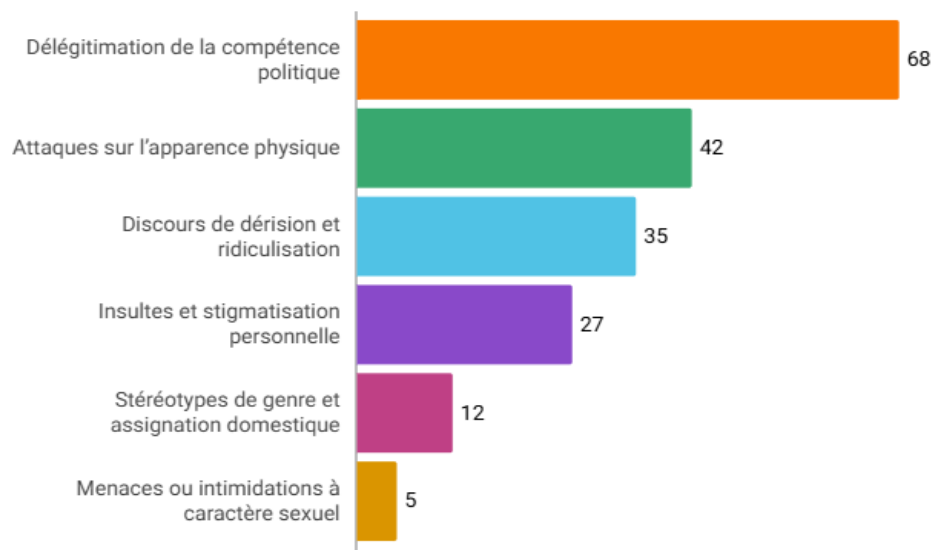
L'analyse de la distribution des attaques montre également que les violences ne sont pas uniformément réparties entre les candidates. Quatre femmes concentrent à elles seules 84 % des cas recensés, ce qui traduit une forte polarisation des attaques autour de certaines figures particulièrement exposées médiatiquement ou politiquement.

En ce qui concerne le profil des auteurs, l'analyse se heurte à des limites méthodologiques importantes, notamment liées à l'usage de pseudonymes, d'avatars ou de comptes non authentifiés sur les réseaux sociaux. Ces éléments rendent difficile toute catégorisation fiable des auteurs. Néanmoins, sur la base des noms affichés, bien que cet indicateur ne constitue ni une preuve formelle ni une garantie de fiabilité, il ressort que plus de 91 % des comptes à l'origine des commentaires violents appartiennent selon toute vraisemblance à des hommes.

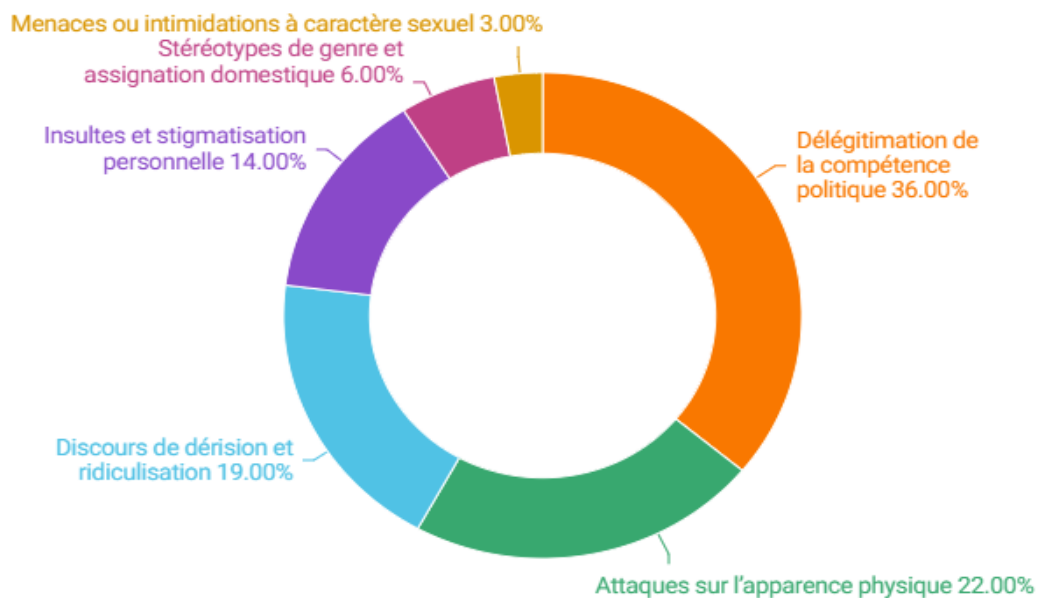
La répartition des différentes formes de violence observées dans le corpus est présentée par les diagrammes ci-dessous :

Typologie de violence	Nombre de messages	Part du corpus (%)
Délégitimation de la compétence politique	68	36 %
Attaques sur l'apparence physique	42	22 %

Discours de dérision et ridiculisation	35	19 %
Insultes et stigmatisation personnelle	27	14 %
Séréotypes de genre et assignation domestique	12	6 %
Menaces ou intimidations à caractère sexuel	5	3 %
Total	189	100 %



Graphique 1 : Nombre d'attaques par typologie de violences

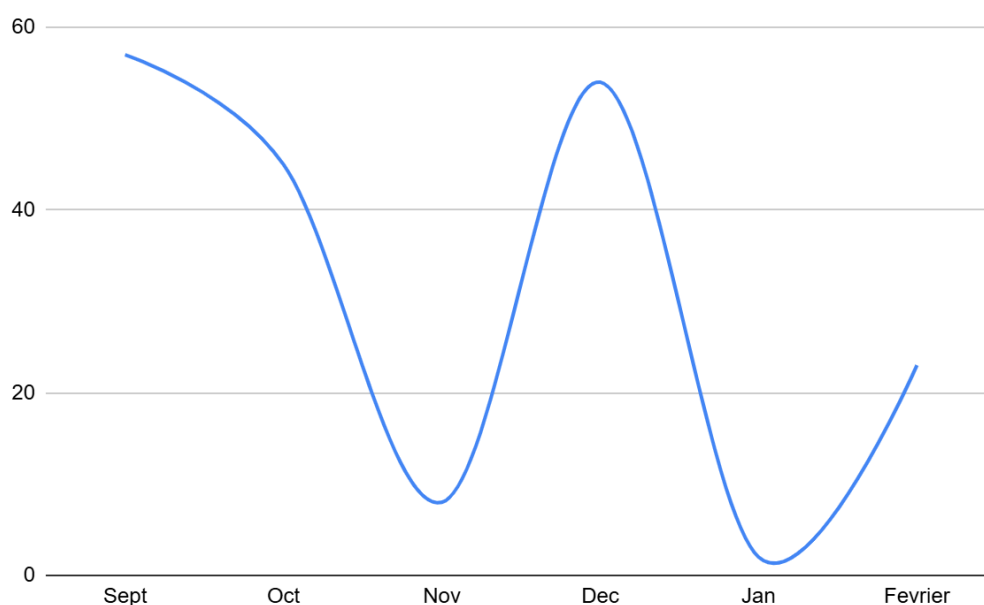


Graphique 2 : Pourcentage des attaques par typologie de violences

3. Temporalité des attaques et moments de forte intensité

La principale leçon apprise tirée de la période de monitoring démontre que les violences contre les femmes candidates ne se produisent pas de manière uniforme au cours du processus électoral. Au contraire, les attaques connaissent des pics d'intensité à certains moments clés du processus électoral, généralement à la suite d'événements qui placent les candidates au centre de l'attention médiatique ou du débat public.

L'observation des interactions recueillies montre que les périodes de forte activité correspondent le plus souvent à des événements déclencheurs liés à leurs prises de position, leurs déclarations ou à certaines actions politiques.



Graphique 3 : Répartition temporelle des violences

Ainsi, dans le cadre du présent rapport, quatre moments clés ont été répertoriés:

- Pic 1: Réaction d'une candidate à la suite de la publication de la liste définitive par le Conseil constitutionnel

Cette étape du processus électoral, qui officialise les candidatures et donne une visibilité institutionnelle aux candidates, a suscité une vague de commentaires destinés à remettre en cause leur légitimité politique et populaire ainsi que leur capacité à briguer

une fonction élective. De nombreux messages ont dès lors porté sur la compétence politique ou le niveau d'instruction supposé des candidates.

- Pic 2: Intervention télévisée d'une candidate

Largement relayée sur les réseaux sociaux, l'intervention d'une candidate lors d'une émission de débat télévisé a provoqué une forte réaction dans les espaces de commentaires et donné lieu à des moqueries, des critiques acerbes ainsi qu'à des attaques axées sur la crédibilité et l'expression publique de la candidate.

- Pic 3: Mécontentement d'une candidate face à des résultats électoraux qui lui étaient défavorables

Cet épisode, largement relayé dans les espaces de discussion en ligne, a été interprété par certains internautes comme une réaction excessive ou inappropriée. Il a ainsi donné lieu à une multiplication de commentaires moqueurs, ironiques ou ridiculisant l'attitude de la candidate.

- Pic 4: Action de solidarité menée par une candidate au profit des populations de sa circonscription

Si cette initiative s'inscrivait dans une démarche de soutien communautaire, elle a néanmoins généré un volume important de commentaires critiques ou sarcastiques, certains internautes remettant en cause les motivations de l'action ou tournant en dérision l'initiative.

Recommandations

Au regard des tendances observées plusieurs recommandations peuvent être formulées à l'attention des différents acteurs impliqués dans la préservation d'un environnement électoral inclusif et respectueux des droits des femmes.

- **Au gouvernement et au parlement**

-Renforcer le cadre juridique et les mécanismes de redevabilité relatif à la lutte contre les violences basées sur le genre dans la sphère politique, notamment en intégrant explicitement les violences politiques numériques dans les dispositifs législatifs existants.

- **Aux partis politiques**

-Mettre en place des mécanismes internes de prévention et de sanction pour les militants ou sympathisants impliqués dans des campagnes de dénigrement ou de (cyber)harcèlement.

-Renforcer l'accompagnement et la protection des femmes candidates, notamment à travers des dispositifs de soutien juridique, psychosocial et communicationnel.

-Développer et institutionnaliser des programmes de promotion de la masculinité positive, visant à déconstruire les normes sociales et comportements qui favorisent les violences basées sur le genre.

-Mettre à jour les codes de conduite internes afin d'y intégrer explicitement l'interdiction des violences sexistes, du harcèlement et des discours discriminatoires fondés sur le genre, y compris dans les espaces numériques.

-Intégrer la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles ainsi que les violences basées sur le genre dans les programmes politiques et les manifestes des partis, afin d'en faire un engagement public et structurant.

- **Aux organes de régulation**

-Renforcer les dispositifs de veille et de régulation des contenus médiatiques et numériques, en accordant une attention particulière aux discours sexistes, aux propos haineux et aux violences dirigées contre les femmes en politique.

-Développer des lignes directrices claires en matière de traitement médiatique des femmes en politique, afin de prévenir la diffusion de contenus discriminatoires ou stigmatisants.

-Mettre en place ou renforcer des mécanismes de signalement et de traitement des contenus abusifs, en collaboration avec les plateformes numériques et les organisations de la société civile.

- **Aux médias**

-Promouvoir une couverture médiatique sensible au genre, en évitant la reproduction de stéréotypes ou de discours discriminatoires à l'égard des femmes en politique.

-Accorder une attention particulière aux violences dirigées contre les femmes candidates, par la documentation de ces phénomènes et la communication autour de leurs impacts sur l'engagement politique des femmes.

- **A la société civile**

-Poursuivre les initiatives de monitoring et de documentation des violences à l'encontre des femmes candidates, afin de mieux comprendre l'ampleur et les dynamiques du phénomène.

-Renforcer les actions de sensibilisation du public sur le phénomène ainsi que les conséquences des violences dirigées contre les femmes en politique, y compris en ligne, et sur leur impact sur la qualité du débat démocratique et la participation politique.

-Développer des programmes d'éducation citoyenne et numérique.

Annexe

<https://www.ndi.org/sites/default/files/%23NotTheCost%20-%20Call%20to%20Action%20%28French%29.pdf>

<https://drive.google.com/file/d/1dfHF8ypGDigT6GIbMzRaQ7GxuaupN8s-/view?usp=sharing>

Faux cils 1 kilomètre sur nous, on dirait bec de PISCOU.

Huuuuuum, les résultats final , pffffff, tout ça c'est députés. Resultats finaux, s'il te plaît.

Humm, député n'a plus de valeur en Côte d'Ivoire

Svp son niveau d'étude je vais vérifier quelque chose...

Les cils là me fatiguent même...genre essuie-glaces façon là. Wou, il pleut 💧, ma voiture.

UNE ILLETTRÉE MAL-POLIE EN PLUS KO JÉHÉ TÉ GIFRÉ TOUT DE SUTE 🤔🤔🤔🤔🤔

Elle est sous cok ... incroyable

Dioula même je me demande s'il ont déjà utilisé leurs 🗨️

Regardez comment elle marche vite pour fuir avec les résultats 🤔🤔🤔 on dirait un pingouin 🤔🤔🤔 hé mon pays est vraiment tombé oooh

Meilleure depute de CI ou meilleur voyou de la nation ????